

Lille Métropole (LMCU)

Type : Communauté Urbaine

Caractéristiques : 85 communes et plus d'un million d'habitants sur un territoire à la fois rural et urbain, fait de grandes villes et de villages.

La production de l'eau potable est répartie entre LMCU, la société Eaux du Nord et le SMAEL.

La distribution de l'Eau potable est déléguée (Concession de 30 ans depuis 1986 à Eaux du Nord sur 60 communes et en affermage pour 15 ans depuis 2000 à Noréade sur 2 communes)¹.

L'assainissement est géré en régie directe sur l'ensemble du territoire.

Principaux éléments chiffrés

Potentiel Oudin : 860 000 €²

Montants alloués aux actions eau et assainissement :

| | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|-----------|-----------|----------|
| Coopération décentralisée eau et assainissement | 366 000 € | 366 000 € | 20 000 € |
| Valorisation ressources humaines ³ | 69 000 € | 69 000 € | 69 000 € |

Moyenne annuelle d'engagement (sur 2007-2009): 320 000 € (sur budget général)

Orientations générales :

La nouvelle stratégie d'intervention à l'international adoptée fin 2009 donne de nouvelles orientations à la coopération décentralisée de Lille Métropole :

- actions de coopération décentralisée privilégiant une intervention auprès des communes, en lien avec les partenaires institutionnels du territoire (Département, Région).
- Les modalités d'appui de Lille Métropole communauté urbaine sont précisées selon une géographie d'intervention et des principes d'action et concernent les grands domaines de compétence de l'établissement : la gestion de l'eau, l'assainissement, les déchets, etc.

Zones géographiques :

La géographie d'intervention tient compte des pays de jumelages des communes de la métropole, des pays d'origine de la population immigrée métropolitaine et de ceux privilégiés par les acteurs économiques du territoire. Hors Europe, il s'agit de la Méditerranée (Turquie, Maroc, Algérie, Territoires palestiniens et Israël) et de l'Afrique subsaharienne (Mali, Burkina-Faso, Sénégal). A noter que la coopération avec Saint-Louis du Sénégal se poursuit d'ores et déjà à travers un nouveau programme 2010-2012 de coopération (appels à projets du Ministère des affaires étrangères et européennes).

Modalités d'intervention

¹ NB : Lille Métropole Communauté Urbaine a la compétence du service public de distribution d'eau potable sur 62 des 85 communes de la communauté. LMCU n'exerce pas cette compétence sur les 23 autres communes du territoire dont le service public de l'eau potable est assuré en régie par Noréade.

² Budget annexe production d'eau (recettes 2008)² = 18 615 k€ fonctionnement + 16 661 k€ investissement = 35 276 k€
Budget annexe de l'assainissement (recettes 2008) = 81 200 k€.

³ Valorisation d'un équivalent temps plein pour le suivi des projets (60 k€ / an), et de 30 j.h par an de mobilisation d'experts (300 € par jour.homme)

Les projets de coopération décentralisée sont pilotés et gérés en France par un service de Lille Métropole (un chef de projet identifié par projet) en lien avec un opérateur associatif dans les pays d'intervention (l'association « Tadamoun wa Tanmia » au Liban, l'association « Le Partenariat » et l'Agence de développement communal au Sénégal).

Les opérateurs fournissent régulièrement des relevés de situation, et la coopération de Lille Métropole au Liban a fait l'objet d'une évaluation « ex post » en 2009.

Les projets mobilisent l'expertise des directions techniques de la métropole, via un référent désigné au sein des directions techniques, y compris celle de l'eau et de l'assainissement (une nouvelle désignation doit intervenir suite au départ du référent courant 2009).

Les élus de la communauté urbaine (commission des relations internationales et de l'euro-région) sont impliqués dans les actions de coopération et participent aux échanges avec leurs homologues au sud.

Type d'intervention: Type 2a > Coopération décentralisée dont le pilotage et le suivi sont assurés par les services de la collectivité, et mobilisant l'expertise de la collectivité ou du territoire

Détail des actions de coopération

→ Action au Liban (1) - Fédération des Municipalités du Chouf Es Souayjani (FMCES)

Lille Métropole est engagée dans une coopération décentralisée avec la fédération de municipalités Chouf Es Souayjani (33 000 habitants) au Liban depuis 1999.

La coopération porte sur l'amélioration de l'organisation locale du service public. En particulier, une étude sur la gestion globale de l'assainissement a été menée aboutissant à la réalisation d'un schéma directeur des eaux usées de la FMCES (zonage d'assainissement, plans cartographiques des canalisations...).

Montant total du schéma directeur des eaux usées de la FMCES : 150 000 € entre 2002 et 2008

Contribution de LMCU : 63 000 € entre 2005 et 2008

Autres bailleurs : union européenne (projet déchets)

Partenaires pour la mise en œuvre : l'Agence de Développement Municipal, portée par l'association libanaise Tadamoun Wa Tanmia.

→ Action au Liban (2) - Ville de Bkassine

Lille Métropole a une convention de coopération avec la ville de Bkassine (5 000 habitants) depuis 2004.

La coopération porte sur la gestion des eaux usées (2005-2007 : définition du schéma de collecte et de traitement des eaux usées, réalisation d'une petite station d'épuration pour une quarantaine d'équivalents habitants et réalisation du réseau de collecte) et sur la réhabilitation de tunnels d'adduction d'eau potable (2006-2008).

Moyens mis en œuvre : expertise de la direction de l'eau et de l'assainissement (1 mission au Liban, accueil de délégations libanaises à Lille) ; un poste local financé par LMCU pour la mise en œuvre des actions.

Montant total : Volet Assainissement = 953 000 € sur 3 ans (2005-2007)

Volet Eau potable = 1 518 000 € sur 3 ans (2006-2008)

Contribution de LMCU : 1 330 000 € entre 2005 et 2008

Autres bailleurs : AFD (500 000€), MAEE (40 000€), Agence de l'eau Artois-Picardie (150 000€)

→ Action au Sénégal - Ville de Saint-Louis

Programme sur 3 ans portant sur 3 volets (patrimoine, planification urbaine, communication, cadre de vie).

La coopération a porté notamment sur des questions d'assainissement semi-collectif (étude sur deux quartiers de la ville). A partir de 2010, la coopération pourrait mettre l'accent sur le volet assainissement autonome, sur un quartier pilote de Saint-Louis ainsi que dans les zones périurbaines.

Moyens mis en œuvre : Mobilisation de l'expertise de la Direction de l'eau et de l'assainissement notamment lors de mission de courte durée (1 à 2 missions / an)

Partenaires pour la mise en œuvre : Agence de Développement Communal (association sénégalaise) en position d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la Ville de Saint-Louis, et l'association française Le Partenariat en opérateur sur volet patrimoine.

Montant total du programme : volet eau assainissement d'environ 100 000 € sur un projet général d'environ 700 000 €

Contribution de LMCU : 75 000 € dont 15 000 € RH valorisées (estimation) sur 2007-2009

Perspectives d'évolution

Une réflexion sur l'application de la loi Oudin à la communauté urbaine a été initiée.

Les nouvelles orientations géographiques de Lille Métropole amènent à envisager la fin de la coopération avec le Liban. La coopération avec le Sénégal se poursuivra, avec un accent probable sur l'assainissement. L'implication de Lille à Naplouse sur des questions d'assainissement à Naplouse est aussi envisagée.

Liens existant avec l'AFD

Lille Métropole a signé un accord cadre avec l'AFD en mars 2007, dont la principale déclinaison opérationnelle a été une action commune au Liban pour la réhabilitation de tunnels d'amenée d'eau potable. Notamment en raison de la situation locale au Liban, la participation de Lille Métropole à cette action s'est essentiellement limitée à une participation financière à la réalisation des équipements.

Lille est en lien avec la représentation locale de l'AFD à St Louis au Sénégal.

Comme cela a déjà pu être réalisé sur l'Afrique du Sud, Lille peut mobiliser l'expertise de ses directions techniques sur des actions pilotées par l'AFD, lors de missions de courte durée ou d'accueils à Lille.

A retenir

Une réflexion sur l'application de la loi Oudin a été initiée

Une intervention de plus en plus en directe, avec mobilisation de l'expertise interne